



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV. 2021-67-4

**Entreprise GROSNE TERRASSEMENT
351 rue des Grandes Teppes
ZAC de Sennecé-Les-Mâcon
71000 MACON**

**Carrière de roche massive
située à Lugny aux lieux-dits
« Bois des sablières » et « Bois dessous »**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6 à L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2, et L.512-7,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 22 mai 2015 à la société GROSNE TERRASSEMENT pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Lugny aux lieux-dits « Bois des sablières » et « Bois dessous » ;

VU les constats réalisés par l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement le 26 janvier 2021,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 février 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 10 février 2021 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 21-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé dispose : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ... »;

CONSIDÉRANT que l'article 2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015 susvisé dispose : « Le cas échéant, le début de l'exploitation et la réalisation des aménagements préliminaires définis au chapitre 2.3 ne pourront débuter qu'après l'obtention par l'exploitant d'un arrêté de dérogation concernant la « destruction, le transport, le déplacement » d'espèces protégées pris en application de l'article L 411-2 du code de l'environnement » ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.4.6 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015 susvisé dispose : « La hauteur des stocks est limitée à 5 mètres » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 26 janvier 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte par ces dispositions, en particulier l'absence d'arrêté préfectoral de dérogation aux espèces protégées, l'absence de dispositif de rétention sous le réservoir de l'installation et l'existence de stocks de matériaux minéraux dont la hauteur dépasse 5 m en référence au dernier plan d'exploitation relevé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société GROSNE TERRASSEMENT de respecter les prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et des articles 2.4.2 et 2.4.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2015 susvisés ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 – OBJET

La société GROSNE TERRASSEMENT dont le siège social est situé 351 rue des Grandes Teppes, ZAC de Sennecé-Les-Mâcon - 71000 MACON est mise en demeure de respecter, pour sa carrière située « Bois des sablières» et « Bois dessous » à Lugny :

- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 2.4.6 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015 susvisé : « La hauteur des stocks est limitée à 5 mètres »,
- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 21-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
- Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ... »,
- **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015 susvisé** : « Le cas échéant, le début de l'exploitation et la réalisation des aménagements préliminaires définis au chapitre 2.3 ne pourront débuter qu'après l'obtention par l'exploitant d'un arrêté de dérogation concernant la « destruction, le transport, le déplacement » d'espèces protégées pris en application de l'article L 411-2 du code de l'environnement ».

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 – PUBLICATION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à la société Grosne Terrassement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Saône-et-Loire (www.saone-et-loire.gouv.fr) pendant une durée de deux mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

M. le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de Lugny, M. le maire de Burgy, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera notifiée à :

- M. le maire de Lugny ;
- M. le maire de Burgy ;
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le **- 8 MARS 2021**
Le Préfet,

Pour le préfet
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT

